

faction de nos propres besoins, et cesser d'importer chaque année pour 125 ou 150 millions de dollars de charbon américain?

L'hon. M. ABBOTT: Cela n'est pas spécialement de mon ressort. C'est plutôt l'affaire de mon collègue, le ministre des Mines et Ressources ou du ministre du Commerce. On me dit cependant que l'on étudie sans cesse la possibilité d'augmenter l'utilisation du charbon canadien. L'honorable député a soulevé hier soir une autre question relative à nos ressources pétrolières. Je crois que nous pouvons tous nous réjouir du succès de l'exploitation de la nouvelle nappe découverte dans l'Ouest. Ce champ pétrolifère donne les plus grands espoirs et on me dit que, bientôt, il produira vraisemblablement assez de pétrole pour alimenter tout l'Ouest. Ce sera une belle réussite. Nous pourrions ainsi économiser des millions de dollars américains et nous rendre encore un peu plus indépendants.

M. THATCHER: Je désire poser une question à propos de ce que le ministre a déclaré il y a quelques instants. Il a dit que par cette mesure le Gouvernement visait à économiser des dollars américains, et je crois que nous approuvons tous cette idée. Toutefois, il a dit que l'imposition de cette taxe d'accise constituait un moyen de réaliser cette économie. N'aurions-nous pas atteint le même but en agissant comme nous l'avons fait dans le cas du bill n° 3, adopté il y a deux semaines, c'est-à-dire en assujettissant à un contingentement tous ces articles, pièces de laveuses mécaniques, de glacières électriques, et le reste?

L'hon. M. ABBOTT: L'honorable député n'a peut-être pas bien saisi ce que je voulais dire en parlant de la réduction de la consommation. J'ai déclaré dans des discours antérieurs, dans mon allocution radiophonique et en d'autres occasions, que nous irions à l'encontre de notre but ultime si nous interdisions l'importation des Etats-Unis de certains articles tels que les automobiles, les glacières électriques, et le reste, pour laisser ensuite notre consommation nationale augmenter dans une proportion équivalente. Je répète, car c'est là que se trouve la solution de toutes nos difficultés en matière de change, que nous devons nous efforcer d'établir un rapport logique entre nos exportations, nos importations et notre consommation.

M. THATCHER: Le ministre semble ne pas m'avoir compris. N'aurions-nous pas pu rationner les pièces de rechange importées des Etats-Unis? Ainsi, n'aurions-nous pas pu permettre l'importation d'une certaine quan-

tité de pièces de rechange pour glacières électriques, lessiveuses, et le reste? N'aurions-nous pas atteint le même résultat?

L'hon. M. ABBOTT: Il entre cependant une bonne proportion de métaux dans ces glacières, comme du cuivre et de l'aluminium que nous pouvons exporter en nous faisant payer en dollars américains. Je reviens au principe fondamental que je m'efforce d'expliquer. Cela peut paraître abstrus, mais en réalité ce ne l'est pas du tout. Il nous faut créer de nouveau des exportations en excédent de ce que nous consommons, un excédent de notre production sur notre consommation. Sinon, nous ne pourrions plus poursuivre notre tâche.

L'hon. M. ROWE: J'ai écouté avec grand intérêt le ministre des Finances, et à bien des égards je suis du même avis que lui. Nous sommes tous parfaitement ou partiellement au courant de la terrible situation qui règne dans le monde. Nous savons que les conditions européennes sont critiques. En général, nous approuvons le but que vise le ministre. L'honorable député de Moose-Jaw a posé une question qui m'a également intéressé et j'approuve sa proposition. Si notre unique but est d'écarter du Canada les marchandises américaines, pourquoi alors ne pas les contingerter, si non les interdire comme nous l'avons fait à l'égard d'une foule d'autres articles? Mais pourquoi cette taxe d'accise? Il est reconnu que le Gouvernement n'a pas besoin de revenu additionnel, puisqu'il se glorifie d'un excédent de six ou sept cents millions de dollars. Nous n'avons donc pas besoin de plus de revenus. Je conviens avec le ministre qu'advenant de telles conditions il faut prendre des moyens d'ordre fiscal afin d'y remédier. Par contre, je n'admets pas avec l'honorable député de Halton que cette crise a été subite. Ainsi que l'a souligné l'honorable député de Muskoka-Ontario, nous ne sommes pas en présence d'une crise subite, à moins que les mots aient deux sens différents. Certains honorables députés l'ont rappelé cet après-midi, plusieurs d'entre nous ont souligné au Gouvernement la situation critique qui s'annonçaient et ont averti le ministre des Finances qu'elle irait en s'aggravant à moins qu'il ne modifie sa politique fiscale. L'honorable représentant de Halton est revenu au jour où un chef de notre parti, un ancien premier ministre, parlait de se frayer un chemin vers les marchés du monde. Peut-être l'expression n'était-elle pas heureuse mais j'estime que le geste était encore plus gracieux que celui qui consiste à ne rien dire mais à se retirer

[M. MacNicol.]